

On s'en câlisse

COLLECTIF DE DÉBRAYAGE

ON S'EN CÂLISSE

HISTOIRE SAUVAGE DE LA GRÈVE
PRINTEMPS 2012, QUÉBEC

La loi spéciale...
bang bang bababang
...on s'en câlisse!

Sabotařt
Montréal

Entremonde
Genève - Paris



Entremonde et Sabotart, 2012.

INTRODUCTION

«La seule excuse que l'on pourrait invoquer pour avoir fait un livre d'histoire sur le mouvement [...], c'est qu'il ne soit pas un livre d'histoire, liquidant le délire, l'injustifiable, la passion en simple phénomène à connaître, mais qu'il soit à son tour un événement.»

Cette fois, pour une fois, ça a *pogné*, sans aucun doute. Le Québec n'est plus en reste. Ici aussi le sol peut trembler, des brèches s'ouvrir, des mots fuser. Du 13 février au 4 septembre 2012, le Québec est transfiguré: sept mois de grève étudiante, culminant avec la résistance aux mesures d'exception, la marée anonyme des casseroles et les émeutes quotidiennes. D'aucuns pousseront l'orgueil jusqu'à dire que le Québec incarne désormais le bastion de la résistance en Amérique du Nord, la petite porte par laquelle pourraient s'engouffrer des bouleversements révolutionnaires à venir.

Cette fois, contre toute attente, ça a pété. L'histoire a bifurqué. Il aura suffi d'une extravagance du pouvoir pour que le scénario se brouille et que s'ouvrent des possibles inespérés. Devant l'absence d'une partition réglée d'avance, le mouvement a inventé, improvisé, et la grève est redevenue l'objet des passions. Au-delà de la «GGI», ou à travers elle, quelque chose de l'ordre d'une grève *sans fin* a pu émerger de manière inédite. Un *faire-grève* à l'horizon illimité, à la fois fin et moyen, limite et source du mouvement. Rapidement, le conflit a résonné au-delà de la question étudiante. Ce sont les manifestations hétérogènes de ce *faire-grève* qui ont donné au mouvement son épaisseur et sa singularité; jusqu'à le rendre opaque, par la densité des rêves et des réalités qui l'ont habité.

Et pourtant, rien ne le laissait présager. Le Québec semblait bien à l'abri des dégâts. Fermement ancré dans le quadrillage légal de l'État et des collaborations syndicales, où le consensus finit toujours par avoir raison du politique. Cette grève préparée depuis deux

ans aurait pu être une simple répétition des précédentes. Mais pas cette fois: car tous les ingrédients se voyaient réunis pour qu'un véritable mouvement prenne corps: le pouvoir muet, méprisant et tyrannique; les grévistes défiants, perturbants et créatifs; les récupérateurs loquaces, apologistes et pathétiques. Une composition rare et précise produisant cette réaction chimique implacable où les anciennes places sont bouleversées et redistribuées au gré de la lutte. Inexorable montée aux extrêmes, comme si l'on voulait voir jusqu'où cela peut aller, tous fascinés par la cohérence des développements.

Inespérable montée en mayonnaise, qui commence avec un simple chiffre: 1625\$ d'augmentation des frais de scolarité. Le gouvernement demande aux jeunes de faire leur «juste part», de ne pas faire d'enfantillages – ils lui répondent par la grève: «on s'en câlisse», *la grève s'en fout*. Elle est trop occupée à déborder son propre cadre, à défier et marteler son refus avec ses journées d'actions sans répit, ses interminables manifs de soirs, ses plus grandes émeutes depuis des lustres, ses fracas de casseroles, ses détournements infinis, ses rebonds continuels. À chaque fois qu'elle étend son rayon d'action, elle se voit affublée d'un nouveau surnom: boycott, conflit étudiant, puis crise étudiante, puis mouvement social, puis printemps érable. Puis, pour l'enterrer, «les événements du printemps dernier»...

Envers et contre tous, *le temps s'est contracté*. Un temps de crise, temps paradoxal qui passe avec fulgurance, ne donnant pas le temps d'y prendre le temps, de s'arrêter, de se calmer, de prendre du recul. Mais qui simultanément s'offre comme le temps le plus riche qu'il est donné de vivre, un temps où l'expérience dévoile une épaisseur qu'on ne lui connaissait pas. C'est le propre de l'urgence et le propre de la catastrophe. Le propre de l'ouragan: fulgurant et imprévisible, intense et éphémère – bien que littéralement *bâti sur du vent*.

LES MAYAS L'AVAIENT PRÉDIT ! LES MAYAS L'AVAIENT PRÉDIT !

Les ouragans naissent dans les déserts (pas étonnant qu'il y en ait de plus en plus). C'est du Maghreb que partent ceux qui frappent

les côtes est-américaines. Incidemment, c'est aussi là-bas qu'est né ce souffle qui a fait tomber ses gouvernements comme de vieilles branches d'arbres, inspirant l'animosité qui s'engouffrera au Québec. Arrivé là, la dépression atmosphérique du désert nordique rencontre les vents chauds du printemps; ses poussières de résistance montent en un corps offensif. S'excitant mutuellement vers le haut, des vents contraires grévistes et réactionnaires agissent de concert pour faire événement, les tentatives de les dissiper contribuant plus souvent qu'autrement à renflouer la tempête. De sorte que le Québec en entier tournera pendant des mois autour d'un même noyau obscur: ce même œil vide au centre de l'ouragan.

Même les plus grévistes des grévistes, qui se tiennent au plus près de l'œil, ne correspondent pas directement avec lui. Ils tourbillonnent autour à une vitesse extraordinaire, mais ont comme tout le monde l'impression d'être dépassés par les événements. L'œil de la tempête: là où «ça se passe». On a beau graviter autour dans l'espoir de le percer, ce qui «se passe» est impersonnel, n'a pas de lieu propre, et demeure allergique à toute appropriation. C'est qu'il a lieu *entre* les gens, dans leurs pratiques communes du retrait et de l'attaque de la productivité sociale. Et c'est par cette négation commune d'un monde en lambeaux que la grève fait advenir des possibilités jusqu'alors inouïes.

C'est de là que ce livre porte le regard, de cet œil résolument amoureux de la grève, résolument fasciné par ses effets et irrémédiablement partisan de ses faits d'armes. Car il ne saurait être question d'impartialité: la grève *est* polarisation. Polarisation *éthique*, puisqu'elle met en jeu des rapports au monde conflictuels, auparavant contenus dans les existences privées, individuelles. Ce dévoilement des rapports de force, loin de rejouer quelque liberté naturelle contre une domination de fait, exacerbe davantage la mise sous tension, condense les rapports, et tient les protagonistes dans un réseau «tricoté serré». Chacun s'y trouve interpellé sur le mode de l'obligation: obligation de résister, obligation d'enchaîner, de riposter et d'affirmer. Au-delà de la conception libérale de la liberté comme absence de contraintes, la grève dégage une

expérience proprement politique de la liberté: une intensité où le sentiment de puissance se nourrit à même une détermination commune. Détermination d'une origine, d'une trajectoire, mais aussi détermination à la poursuivre, à aller jusqu'au bout. Par la suite, détermination comme ce qui reste, la manière dont sont tenus, comme par une promesse, ceux et celles qui ont pris part aux bouleversements.

Faire-grève, ou *débrayer*, c'est-à-dire interrompre la transmission entre les roues et le moteur, immobiliser sa course. La grève est débrayage en tant qu'elle suspend le fonctionnement de la machine sociale et en fracture la trajectoire. Se mettre en grève, c'est se mettre en démobilisation; désactiver les mécanismes qui partout entretiennent la distance entre les êtres et leurs destins; rendre inopérants les dispositifs, les faire tourner à vide. C'est à partir de ce mouvement de retrait que les événements du printemps seront ici racontés et interrogés.

C'EST PAS DES PACIFISTES, QUI VONT CHANGER L'HISTOIRE.
ON PITCH DES PAVÉS PIS ON BRÛLE DES CHARS!

Depuis l'été, l'agitation redescendue, le champ de bataille s'est transporté à même la mémoire des événements. Ces histoires du mouvement sont encore des outils de neutralisation, face auxquels il nous faut nous situer. Car il s'agit bien de sauver les nœuds et les joies de la grève des mains d'un révisionnisme du *Printemps érable*, qui transforme déjà le conflit en relique *vintage* à l'allure de *buzz* youtube. Avant même qu'elle se termine, on enfonçait méthodiquement la grève dans les tiroirs de l'Histoire. Ceux-là mêmes qui se lamentaient de l'absence de politisation des jeunes, les voilà qui accourent chanter les louanges du printemps. Au passé simple, évidemment. Et alors que le mouvement luttait encore pour son existence face aux matraques et au mépris, ils opéraient à distance sa commémoration définitive, gravaient son épitaphe. Ils nous font donc rire jaune, ces encenseurs précoces, qui ont toujours la dégaine rapide quand il s'agit d'écarter les éléments impurs, les

divisons improductives et les débordements. Qui au passage en profitent pour apposer leur nom propre à côté de l'événement, cherchant à s'attirer un peu de sa gloire.

Le mot récupération ne suffirait pas à décrire ce qui se produit sur le cadavre de la grève; il faudrait plutôt parler d'usurpation de la mémoire, par omissions volontaires et vaines publications réconciliatrices. Usurpation perverse, qui attaque d'un côté par la réduction, et de l'autre par l'enflure. Néanmoins, loin de nous désarçonner, ces tentatives de désamorcer la charge créatrice du mouvement ne font qu'en confirmer la portée. C'est bien parce que la grève bouleverse irrémédiablement que l'occultation de ses sources constitue un tel enjeu, faisant passer pour une banale répétition ce qui a constitué une imprévisible nouveauté. C'est la peur de l'ébranlement qui entraîne cette pléthore de discours vaporeux sur la nécessité de refonder l'ordre social. Sous les appels urgents à trouver un nouveau projet de société, on balaie le frisson encore récent de la rafale qui a dévoilé son hypocrite vacuité.

Ces paroles bienveillantes, pour autant qu'elles le tentent, se gardent de penser le fond négatif, ardu et souffrant, bref, le *caractère destructeur* de la grève. Fascinées par les images de sa violence, elles évitent pourtant de trop en dire, de ce trop en excès de l'histoire officielle. Ce serait concéder le haut du pavé à ceux et celles qui l'ont tenu, au détriment des grosses têtes médiatiques, toujours à la remorque des forces vives qu'elles s'efforcent de capturer. Cette commémoration généralisée, qui signe l'arrêt de mort d'un mouvement, nous pousse à écrire en partisans du mouvement et de la démobilisation qui le traverse, par-delà les clichés du souffle de la jeunesse et autres printemps des carrés rouges.

Reste qu'après le tourbillon du printemps, après l'accumulation des excès, des violences, des bouffées d'hyperréalité, une certaine envie de faire le silence sur l'expérience a émergé. Une envie tout à fait compréhensible face à la surproduction de discours et représentations, qui toutes ne rendent justice qu'à une fraction de

l'expérience vécue. C'est là le minimum de ce qu'il est possible de garder: garder le silence pour mieux conserver la complétude du souvenir, pour ne pas céder sur les évidences partagées et ne rien donner en pâture à un monde qui fait des devenir révolutionnaires un néant spectaculaire. S'il faut bien entamer ce silence, brusquer ce retrait dans le domaine secret de la mémoire, c'est que certaines choses méritent d'être dites et certaines conclusions d'être tirées. Par-delà les cercles d'initiés, un ailleurs demande à rencontrer les forces qui ont soulevé le mouvement. Et surtout, il s'agit d'écrire contre toute clôture: écrire pour rouvrir la grève plutôt que de la figer, en offrant des hypothèses en partage au «nous» dont cette intention est le point de ralliement. Pour éviter de dissiper par une froide explicitation l'aura de la grève, il s'agit de garder inséparables la chronique et l'évocation, à l'intention des invocations futures. Nous écrivons pour les vivants. Pour que même des années plus tard, les désirs révolutionnaires puissent recueillir des étincelles dans la cendre des défaites. Écrire une histoire en laquelle des présents – et des présents à venir – puissent se sentir visés. Pour cela, il faut se faire une mémoire des ruptures, des blessures et des embrasures ouvertes par la grève. Il nous faut raconter les coups, les bons et les mauvais, pour ne pas chaque fois recommencer à zéro.

ON EST PLUS QUE 50!

La première leçon de laquelle nous tirons les conséquences est celle de l'anonymat, motif fondamental du faire-grève, et pas seulement pour des raisons de sécurité. Anonymat cagoulé, réfractaire à la mise en scène, anonymat des meutes nocturnes et des essaims de casseroles: on ne peut suivre la grève dans ses éclats sans passer par les puissances anonymes qu'aucun nom n'épuise. La grève est aussi une grève des noms propres, des statuts et des hiérarchies. Et la force des anonymes réside dans ce refus de l'appropriation, où les sujets individuels comptent moins que les penchants qui les lient à une communauté de destin, une communauté politique.

Enfin, comme la grève, la présente écriture émerge d'un processus collectif, autant au moment des discussions qui ont forgé ses hypothèses qu'à celui de la rédaction proprement dite. L'« auteur » de cet ouvrage, le *collectif de débrayage*, nomme une sensibilité, un point de coïncidence où se sont retrouvés différentes perspectives pour penser les événements. Étudiants, travailleuses, chômeurs, mais d'abord grévistes, certains ayant été au milieu des affrontements, plongés dans l'urgence quotidienne, alors que d'autres suivaient la bataille à des milliers de kilomètres des gaz. Écriture à plusieurs mains, en plusieurs endroits, où le recul des analyses rencontre le témoignage des expériences vécues: la possibilité de combiner proximité et distance, imprégnation et mise en perspective. Le pari est que cette amplitude rende la grève québécoise de 2012 lisible dans un rayon des plus larges, à tout le moins transatlantique.

Cet ouvrage se construit en une succession de phases, posant chacune leurs problèmes et leurs théorisations. Il tente ainsi d'aborder le mouvement à son rythme, dépliant ses questions au fil de ses développements: chaque semaine de grève a amené ses enjeux et dessiné de nouvelles conjonctures. À mesure que la grève s'emballe, elle dépouille le conflit des couches superficielles qui recouvrent la matérialité du rapport de pouvoir. Et tandis que tombent les masques, le dénuement du pouvoir coïncide avec la concrétisation des potentialités éveillées par la grève.

Enfin, ce livre se borne à tirer des hypothèses susceptibles de contribuer à l'effort de pensée révolutionnaire, si désorienté depuis qu'un nouveau cycle de luttes est venu bouleverser les conceptions anciennes. Depuis les révolutions arabes, qui ont surpris tout le monde par leur fulgurance et la célérité de leur contagion, une certaine modestie intellectuelle s'impose. Le bilan des dernières années se fait encore attendre, le vocabulaire qui pourrait rendre justice à leur originalité reste à inventer. Le cas du printemps québécois relève éminemment de cette séquence inédite; il indique que la disposition au soulèvement n'est pas le fait d'un seuil d'austérité, et que la « crise » de notre époque sera celle que nous ferons exister en la prenant à bras le corps. C'est pourquoi les causes « logiques »

du soulèvement québécois seront relativement traitées à la légère; pourquoi on lui préférera les moyens de construire une situation conflictuelle avec des matériaux dispersés. Nous n'écrivons que pour fourbir les armes susceptibles de prolonger la fêlure ouverte par la grève.

PHASE I

LE QUÉBEC: UNE HISTOIRE COURTE

NOTRE CONGÉLATEUR

Entre les regards internationaux incapables de voir au-delà des clichés habituels et une pensée québécoise souvent inapte à se concevoir d'un œil extérieur, une véritable théorie du Québec reste à inventer. Outre les éclats intuitifs de quelques figures – Hubert Aquin, Pierre Vallières – qui, par leur expérience d'avoir été des étrangers ailleurs, ont pu porter un regard d'étranger sur leur propre patrie, rarement les singularités territoriales, culturelles et politiques du Québec n'ont été considérées en elles-mêmes comme dignes d'attention. D'où ce premier chapitre qui, avant d'entrer dans le vif des événements, s'attache à faire une courte histoire de l'histoire courte du Québec. Il s'agit tout d'abord de dessiner le paysage dans lequel s'est déroulé le printemps, paysage non seulement symbolique, psychologique et institutionnel, mais également physique et urbanistique. Sans oublier le fond sourd des luttes recouvertes sous des décennies de conjuration. Il sera question d'identifier simultanément *ce qui a permis la grève et ce contre quoi elle a lutté*. Dans cette analyse de l'état bloqué du Québec pré-grève découle une théorie susceptible d'en montrer à la fois la particularité et l'exemplarité, effort paradoxal où des singularités rigoureusement *quelconques* deviennent partageables avec une multitude d'autres situations. Car, ce n'est qu'en raison de sa contingence que la spécificité québécoise peut faire écho aux autres. Nous ne cherchons dans le Québec que les conditions d'émergence d'une tendance qui ne lui est pas propre: la désaffection qui fait partout fuir l'ordre.

Penser le Québec c'est d'abord penser une *superficie*, un territoire trois fois plus vaste que la France et abritant huit fois moins d'habi-

tants. Superficialité d'une surface qu'on connaît plus par le chiffre (1 667 441 km²) que par l'usage. 80 % de la population habite le long des rives de l'immense fleuve Saint-Laurent, la seule voie d'accès au continent. De l'Île de Montréal, on frappe la frontière américaine après une heure de route au sud. Vers le nord, on verra une lente mais certaine raréfaction des installations humaines comme des variétés florale et faunique. De la dernière vraie ville (Chibougamau, à 700 km au nord de Montréal) au dernier tronçon de route (le camp de maintien du barrage hydroélectrique de Radisson) il n'y a qu'une seule ville, la plus étendue au monde: la municipalité de la Baie James, la plus grande au monde (333 255 km²). C'est dire à quel point un gouffre sépare le découpage géo-hydrographique des terminaisons politico-institutionnelles au Québec. Personne ne pourrait connaître le nom du million et demi de lacs du Québec, mais il est aisé de se remémorer toutes ses régions administratives. Ces lacs, tourbières, cours d'eau et rivières portent encore leurs noms amérindiens, souvent des descriptions sensibles, qui témoignent du branchement des autochtones sur «leur» territoire. Attachement d'autant plus grand qu'il n'était pas considéré comme une propriété, ce qui a permis aux colons français d'acheter des terres pour un rien à des autochtones qui n'avaient pas d'équivalent pour mesurer ce que cela impliquait. D'ailleurs, ces derniers n'avaient pas besoin, au contraire des québécois, de dire «notre Québec», comme si cette nécessité du pronom possessif venait palier à l'évidente absence de rattachement à la terre.

Si pour les amérindiens le territoire incarnait immédiatement le lieu inappropriable d'une circulation passagère, c'est bien parce que les modalités mêmes de ce territoire commandent un certain nomadisme. Le sol québécois, peu profond, est tout en surface et en étendue; on s'agrippe mal à cette terre, et il est difficile d'y brancher des installations. Au nord on vit sur pilotis, incapables de percer le pergélisol, et même dans la forêt boréale on ne peut ajouter de sous-sol à son bungalow. C'est un territoire plus propice à un enracinement horizontal, nomadique et rhizomique, qu'à l'implantation en profondeur. Soit on s'y nomadise, en acceptant

et en entrelaçant son horizontalité, soit on y pose des «tapis», et on recouvre la surface d'une autre surface: un tapis de terrain de golf, un tapis d'aéroport, un tapis de maisons préfabriquées. Détruisant alors la seule connectivité qui puisse se faire avec le territoire québécois – l'insertion horizontale dans son enchevêtrement infini d'épinettes noires – pour ne le considérer que comme pur espace abstrait, virtuel et cartésien. En cela, le Québec fut et reste une terre d'accueil.

Pour une bonne partie de l'année, sa terre est pétrifiée par le froid. On peut bien s'en faire un honneur, n'empêche que le froid fait mal au corps, il blesse et tue. La conquête du nord s'est fait attendre jusqu'aux années 1930, sous l'impulsion du curé Labelle et de son projet d'extension du «domaine paysan» au-delà des limites jusque-là considérées comme naturelles. C'est une nouvelle conquête, un nouvel idéal que celui des défricheurs du nord, projet utopiste d'une conquête de l'hostilité. Toute la mythologie des Jos Chibougamau et autres Louis Cyr, idéaux de vertus similaires au Stakhanov soviétique, est indissociable de cette utopie nordique. Il s'agit d'une rupture importante du rapport à la nordicité et au froid dans le récit canadien français en cours d'unification. Après cette première phase, extrêmement ardue, d'extension des frontières habitables, la plupart des installations nordiques seront l'œuvre de compagnies minières, avec des villes plus ou moins construites exclusivement pour l'exploitation de la région, et souvent *contre* la région elle-même. Considérons pour l'exemple Fermont, ville minière à la frontière du Labrador fondée en 1974, accessible en 13 heures de route à partir de Baie-Comeau, la ville au sud la plus proche. La moitié de la population du village de moins de 2 500 habitants réside dans un immeuble unique, haut de 20 mètres et long de 1,3 km, qui encercle le reste des habitations. Cet édifice, le «mur-écran», permet à la fois de bloquer les vents violents du nord-ouest qui font continuellement pression sur les installations et de soustraire ses habitants au froid dans leurs déplacements quotidiens: tous les services (banque, écoles primaire et secondaire, aréna, épicerie, *psychologues*) étant rassemblés dans le même bâtiment que

leur logement. Les habitants sont ainsi exemptés de la nécessité de sortir dehors, l'environnement étant foncièrement hostile à leur présence. En termes de ville intérieure, Fermont fait cas de figure, comme archétype d'une tendance générale à limiter les contacts avec l'extérieur, visible dans la ville souterraine de Montréal et les mégas centres d'achat de banlieue.

Le nord représente, dans la constitution du récit québécois, ce qu'est l'Atlantique pour les Portugais: une frontière ouverte, extensive, floue qui nourrit un sentiment d'infinitude territoriale. L'identité territoriale québécoise est celle d'un indéfini, d'une étrange ouverture du vide au-dessus de la tête, les villes du Saint-Laurent formant la dernière ceinture démographique du nord du continent. Un chapeau ouvert, *America's hat*, qui donne sur les épinettes, les réservoirs, le lichen et le pergélisol. L'immensité vide du nord a nourri les légendes québécoises – le Cheval du Nord et la Chasse-Galerie – de la même manière que les plaintes du *fado* portugais et sa nostalgie des «coureurs-des-mers». Une culture construite sur l'attente de ceux qui sont partis explorer la limite infinie, la frontière maudite. Ce traumatisme du chapeau ouvert fonde le Québec comme attente, attente d'un repli, d'un recouvrement du vide qui pend au-dessus de sa tête comme le ciel. C'est la tâche impossible de la colonisation que de clore un territoire fondamentalement ouvert, auquel on doit cette étrange impression que les villes du Québec ont été construites *en attendant*, comme les installations de campagne, au sens militaire du terme.

L'histoire du développement de la terre d'Amérique correspond à la profonde coupure de l'habitation de l'espace qu'a créée la colonisation. D'un territoire habité, profondément investi par une culture et une mythologie correspondantes, la colonisation européenne a brutalement construit une pure étendue, à perte de vue, d'espace abstrait. Des *square miles*, *coast to coast*, *over the dead bodies* d'un grand nombre de récalcitrants amérindiens et métis qui n'ont pas voulu laisser passer le progrès sur leur dos. Puisque défricher, c'est aussi cadastrer, arpenter, attribuer des places et des fonctions dans un système de développement rationnel capable

d'accueillir le surplus de la métropole et de le transformer en valeur. Mais cette violence ne se limite pas au moment historique de la colonisation, ni à l'abjection de son processus d'expropriation. Cette violence de la conquête territoriale se fait encore sentir aujourd'hui dans l'appréhension quotidienne de l'espace québécois. Survoler le Québec en avion donne à voir ce découpage vertigineusement droit des terres agricoles et des routes. L'occupation arbitraire, presque provocante du territoire se poursuit par la construction de quartiers entiers de maisons neuves identiques sur les rares terres arables, de centres commerciaux géométriquement parfaits sur des forêts, d'autoroutes gigantesques tracées à l'ordinateur dans des vallées.

Il n'est donc pas étonnant qu'une des dernières irruptions de la violence politique au Québec, la crise d'Oka en 1990, a eu comme catalyseur la construction d'un terrain de golf sur un cimetière mohawk ancestral de Kanehsatake. C'est de manière tout à fait contingente que les promoteurs ont choisi Kanehsatake, la queue de l'âne aurait pu être posée n'importe où ailleurs, sur un méridien équivalent. Mais les autres espaces étaient déjà «zonés», et la territorialité amérindienne bloquait l'extension du vide nord-américain. Les *warriors*¹ autochtones ont répondu au projet en bloquant pendant près de deux mois le pont Honoré-Mercier, qui relie Montréal à la réserve de Kahnawake. Ils n'ont pas non plus hésité à tirer lorsque la Sureté du Québec (SQ) a tenté de les dégager, tuant un caporal au passage. La région du Suroît a failli entrer en guerre civile lorsque, privés de leur pont, les banlieusards canadien-français partiront des émeutes pleines de ressentiment envers ces «Indiens qui ne paient pas de taxes et qui parlent juste anglais», la langue du colonisateur. Bel exemple de l'ambiguïté fondamentale du colonisateur colonisé, au cœur de l'identité québécoise. Il faudra l'intervention de l'armée dans la pinède d'Oka pour mettre un terme à cet épisode qui témoigne de la brutalité du processus

1. La *Warrior society* regroupe les éléments combattants des communautés mohawk et autres nations iroquoiennes. Ils ont convergé à Kanehsatake et à Kahnawake en banlieue de Montréal parfois d'aussi loin que du Wisconsin et de l'Oklahoma. Les *warriors* contrôlent une partie du trafic d'armes, de la contrebande de cigarettes et surtout des casinos internet dont Kahnawake est le centre mondial.

d'aplanissement du territoire québécois. Aujourd'hui encore, les Amérindiens bloquent ponctuellement des routes pour s'opposer à des projets de développement, dont l'exemple le plus récent est le gigantesque Plan Nord, cette entreprise de réduction d'un territoire trois fois plus gros que la France à un stock de ressources à extraire au plus vite.



NOTRE BÉTON

Généralement, les historiens situent l'émergence de la modernité culturelle du Québec à la Révolution tranquille, entre l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage en 1960 et les Jeux olympiques de 1976, avec pour point culminant l'Exposition universelle de Montréal de 1967. La Révolution tranquille a consisté en l'effort – de concert avec les autres nations «illuminées» depuis longtemps – de mise en lumière et de projection du Québec hors de l'obscurantisme rural et catholique de Maurice Duplessis, Premier ministre du Québec pendant plus de 18 ans. En l'espace de trente ans, le Québec est passé de la «grande noirceur» à la lumière la plus aveuglante: lumière abstraite et universaliste des grands projets d'infrastructures. Ces rêves trouvent leur matériau avec la découverte du béton, matière liquide pouvant être coulé autant en bretelle d'autoroute qu'en prison, en HLM qu'en stade. La modernisation du Québec met le béton au profit de la biopolitique sanitaire dans la destruction de quartiers parmi les plus grouillants de Montréal – le Faubourg à m'lasse, Goose village et le Red light – remplacés par des immenses parkings et des tours à bureaux.

Mais le projet principal de la Révolution tranquille fût la laïcisation, accompagnant la modernisation économique d'une *modernisation psychologique*. Le Québec avait pris du retard sur le cours du monde: il fallait en *débloquer* les potentielles fluidités pour en faire un partenaire sur le marché mondial. Ce qui supposait avant tout de libérer les individus des chaînes du curé, et de toute autorité surannée. La désaffectation des soutanes n'a libéré les individus que pour qu'ils puissent entreprendre, construire, spéculer et échanger avec le seul État pour maître. Tandis que le catholicisme rural, le curé qui fait des visites à la maison pour observer les mœurs, toutes les petites superstitions, l'attachement mystique à la terre, les yeux durcis du fermier qui détecte dans le ciel s'il va pleuvoir demain, les pénates, le fou du village, la croix au-dessus de la table à manger, étaient devenus des obstacles au développement du Québec moderne. L'État et l'économie seront désormais les seules

à s'accaparer toute la gloire dont se revêtait l'Église, toute l'autorité qu'elle concentrait dans ses chaires.

L'enthousiasme sera toutefois de courte durée. Après les Jeux olympiques de 1976, sitôt le regard international parti, le Québec se retrouve avec la lourde matérialité du poids des infrastructures construites à la va-vite dans un optimisme naïf. Les bretelles d'autoroute, «à cause de l'ostie de froid», se détériorent très vite, et deviennent très laides. Le Stade olympique, qui n'a fini d'être payé qu'en 2006, avec son toit ouvrant qui ne s'ouvre pas, sa «plus haute tour inclinée au monde» qui n'avait même pas pu être complétée avant l'ouverture des jeux, et ses blocs de béton qui s'effondrent, tuant des gens ça et là. L'échangeur Turcot craquelé de part en part et les fresques d'athlètes romains en frise des autoroutes rappellent cet enivrement catastrophique. Le Québec se réveille de son délire de modernité qui aura duré vingt ans avec une solide gueule de bois. Il ne reste alors du rêve moderniste qu'une dette, aussi lourde financièrement que symboliquement, et c'est le retour comptable de la vieille humilité du petit pain. Insensiblement, le discours économique de la dette envers nous-mêmes sécularise la dette du pécheur envers le «bon Dieu». Et ce n'est qu'un coup de plus pour le colonisé, qui rajoute une strate supplémentaire à son sentiment de culpabilité.

Si la Révolution tranquille a regroupé une multitude de tendances «progressistes» dans son entreprise de réforme sociale, la question nationale est rapidement venue diviser ce front commun. La majorité des groupes souverainistes, à l'exception du Front de Libération du Québec (FLQ), se rangeront sous la bannière du Parti Québécois (PQ) dès sa création, en 1968. Cette union de libéraux réformateurs, de nationalistes de droite et de souverainistes de gauche accèdera au pouvoir en 1976. Et quatre ans plus tard, après d'interminables tergiversations sur le contenu de la «question référendaire» et de nombreuses concessions sur son contenu, le premier référendum sur l'indépendance du Québec aboutira sur un échec lamentable: 59 % des votants se prononceront pour le statu quo. Le soir même, le Premier ministre René Lévesque promet aux déçus: «si je vous ai

bien compris, vous êtes en train de me dire «à la prochaine fois»». De sorte que les années 1980 verront les souverainistes se contenter de l'attente interminable d'une nouvelle élection du PQ. Lorsque celle-ci arrivera finalement, en 1994, la ferveur de la dernière chance est telle que le deuxième référendum ne prendra qu'un an pour devenir réalité. Mais rien n'y fait: la souveraineté est battue par moins de 55 000 voix, avec une participation record de 93,5 % des électeurs. Le Premier ministre Jacques Parizeau apparaît à la tribune, manifestement saoul, pour déclamer son interprétation de l'échec: la souveraineté a été battue par «l'argent pis le vote ethnique». La parenthèse gauchiste du nationalisme vient de se fermer.

Malgré l'échec de la voie des urnes pour l'indépendance, le PQ n'entend pas pour autant s'auto-dissoudre. Il se recycle alors dans le gestionnariat pour s'assurer l'alternance du pouvoir à chaque fois que les Libéraux sont battus. Ce qui suppose de se départir de son image jusqu'au-boutiste, en abandonnant dans un avenir indéterminé tout projet indépendantiste. Au sommet de ce réalisme se trouve la politique du *déficit zéro*, qui vise à assurer les «conditions gagnantes» pour un éventuel référendum. En 1996, avec l'arrivée de Lucien Bouchard à la barre du PQ, tous les efforts seront mobilisés envers ce grand remboursement. Petit totalitarisme proprement québécois: on réprime avec violence ce qui est gratuit comme ce qui endette. Se tracent alors les contours d'un cercle vicieux où, pour effacer la dette du béton cheap, on fait encore plus cheap. Toute forme de surplus d'existence, toute forme de dépense est frappé d'opprobre: tout devra être maintenu, confiné à zéro. Au-delà d'un simple immobilisme, la politique du déficit zéro marque une véritable offensive contre toute forme de vie indocile devant l'économie et le travail. Mais avant tout, il s'agira de calmer les antagonismes, dans une mobilisation de la société civile en solidarité avec le serrage de ceinture général. Puisque tout conflit risque d'ouvrir la brèche de la culpabilité sur laquelle repose l'édifice de la dette.

NOTRE GOUVERNEMENT

À y regarder de plus près, la peur du conflit et le consensualisme du Québec semblent être à la mesure des déséquilibres potentiels qu'il abrite. Le désespoir qui faisait en 2003 du Québec la troisième nation la plus suicidaire au monde témoigne d'une incomplétude, d'un inconfort qui reçoit périodiquement des expressions politiques porteuses d'une singulière volonté d'accomplissement. Nulle part l'opposition à la mobilisation totale des guerres mondiales ne s'est exprimée plus fortement qu'au Québec, où d'imposantes émeutes anti-conscription ont éclaté en 1917 et en 1944. Néanmoins, bien qu'on puisse déceler leur trace dans l'impressionnant défilé contre la guerre en Irak de 2003, à l'époque la plus grande manifestation de l'histoire du Québec, bien peu de Québécois en gardent le souvenir. Sans organisation s'occupant d'en faire la commémoration, sa mémoire se perd dans la reconnaissance diffuse du pacifisme comme valeur fondamentale du Québec. Cette récalcitrance à mettre sa vie en danger pour l'Empire britannique reste d'actualité, avec le tournant militariste du gouvernement conservateur canadien, d'autant plus effarant qu'il s'embarrasse d'ajouter l'épithète «royale» au titre de l'aviation et de la marine. Toujours est-il que ce trait distinctif du Québec fait tâche d'huile dans un consensus canadien s'éloignant de plus en plus du libéralisme traditionnel, longtemps incarné par la figure vedette de Pierre-Elliot Trudeau qui plonge dans une piscine en costard et fait une pirouette devant la reine. La défiance avec laquelle le Premier ministre conservateur Stephen Harper peut réinstaller des portraits de la Reine d'Angleterre dans les ambassades canadiennes ne peut être comprise qu'en lien avec cette donnée nouvelle selon laquelle la moitié des Canadiens sont devenus totalement indifférents à la perspective d'une séparation du Québec. Au Canada, on n'hésite plus à parler du Québec comme «*the Greeks of Canada*». Les singularités culturelles du Québec paraissent désormais comme des blocages identitaires ralentissant le développement économique avec sa bureaucratie, ses syndicats et ses politiques sociales.

Il y a effectivement un aspect «socialiste» aux institutions québécoises, qui n'est pas sans affinités avec la lourdeur bureaucratique du modèle français. Le projet indépendantiste tel qu'il est amené par le Parti Québécois fonde sa légitimité sur son attachement à la France. Si son indépendantisme se donne l'étrange nom de «souverainisme», c'est parce qu'il ferait du Québec une République, en rapatriant la souveraineté, encore officiellement aux mains de la Reine d'Angleterre, pour en investir un Président du pouvoir exécutif. D'ici là, le Canada demeure une monarchie parlementaire, même si son véritable chef d'État – Élisabeth II – ne s'interfère jamais concrètement dans les décisions de son Premier ministre outre-mer. Si cette absence coutumière d'ingérence amène à oublier l'existence d'une monarchie, c'est de cette discrétion même que son règne tire son efficacité. Le rôle de la monarchie est d'occuper le sommet du pouvoir sans l'exercer, incarnant l'aboutissement de l'ordre politique sans en actualiser la puissance. En rejetant le pouvoir souverain hors du gouvernement, le pur pouvoir de décision politique semble neutralisé. Le gouvernement des ministres d'un souverain silencieux apparaît comme affranchi de toute capacité décisionnelle, comme s'il exécutait des ordres qui n'auraient jamais été proférés.

La notion même d'«État» est virtuellement absente de l'espace médiatique canadien, étant supplantée par le concept de «gouvernement». Nous entendons ainsi sans cesse parler du tenant temporaire du pouvoir, le gouvernement, sans que soit exposée son institution permanente, sa condition de possibilité. Une occultation similaire frappe la notion de «capitalisme», qui n'est soulevée qu'en de rares occasions, le plus souvent lorsqu'une crise sociale en affecte la légitimité, obligeant d'office les pouvoirs publics à en argumenter le bien-fondé. De telles stratégies sémantiques ont des effets bien réels, le vocabulaire disponible délimite *matériellement* le champ de ce qui est envisageable. Ainsi, les Canadiens pensant moins en termes d'État qu'en termes de gouvernement, l'existence d'une instance de pouvoir fondamentalement séparée de la population ne vient pas à l'esprit. Il n'y a que des gouvernements concrets

dont la représentation émane, d'une manière qu'on voudrait croire organique, des agglomérats d'intérêts concurrentiels ayant déjà cours parmi les citoyens. Le gouvernement, pour sa part, administre et gère, mais *il ne règne pas*: sa gouverne ne tient pas sur une volonté politique, mais plutôt sur une gestion économique théoriquement indépendante de tout jugement moral. Il revient au juridique seul de trancher sur les questions morales et sociales. De même peut-on couramment parler des ministères comme de «portefeuilles»: tel ministre se voyant accorder le «portefeuille de l'éducation» devra gérer le budget selon le style administratif de son parti, mais n'aura pas à prendre de décision explicitement politique. L'économie est sa seule politique.

Cette impression que le gouvernement n'est qu'une association de propriétaires gérant le portefeuille commun, le «bas de laine collectif», est nettement favorisée par l'étrange structure politique du pays. Alors que les élections législatives sont de peu d'importance dans les républiques, elles sont les seules élections qui existent dans les systèmes politiques du Commonwealth: la souveraineté du monarque ne souffre aucun suffrage. La politique est ainsi indissociablement reliée aux territoires des circonscriptions qui doivent élire leur député à la fois comme représentant des intérêts de leur région et comme membre d'un parti. Par l'étendue de son territoire, et par l'héritage d'un système politique colonial élaboré pour diviser les colonies afin d'affaiblir leur unité face à la métropole, le Canada reste un pays n'ayant proprement rien en commun, et dont les réalités sociales et culturelles se rattachent surtout aux provinces. Rien d'étonnant alors à ce que la grève étudiante québécoise n'ait pas débordé sur les autres provinces canadiennes.

NOTRE EXEMPLE

En janvier 2012, bien peu croyaient que la grève étudiante prévue au calendrier militant depuis deux ans allait prendre corps comme elle a fini par le faire. Il semblait bien que la situation était bloquée, que la police préventive avait immunisé pour de bon la

société contre tout désordre. Les urbanistes avaient amené tous les racoins à la transparence, la novlangue néolibérale avait dépolitisé le vocabulaire public de toute référence au conflit et le libéralisme existentiel avait gagné les consciences à la «quête de soi» dans des modes de vie pré-usinés et interchangeables. Peu touché par la crise, le Canada conserve un chômage bas et n'a pas (encore) vu déferler la vague américaine d'expropriations et de destructions de maisons. De toute évidence, avant le printemps le Québec semblait bien continuer sa longue marche vers l'autodiscipline sans que rien ne l'interrompe, sinon la multiplication de schizophrénies, de petites psychoses personnelles et de tueurs fous dans les écoles. Une masse laissée à l'abandon de son absence de sens et qui, faute de formuler politiquement son désespoir, tire dans le tas.

Il est essentiel de se rappeler, si l'on veut comprendre la spécificité du printemps québécois par rapport aux autres mouvements contemporains, que cette absence de crise se double d'une stabilité politique presque inégalée dans le monde. Non seulement le Québec n'a pas été envahi depuis la conquête par les Anglais en 1760, mais il n'y a pas eu de guerre civile depuis la révolte des Patriotes canadiens-français en 1837-1838, tandis que celle des Américains, beaucoup plus intense, a eu lieu trente ans plus tard. Des deux guerres mondiales, la seule explosion sur le sol canadien a été provoquée par la collision en 1917 d'un bateau français bourré d'explosifs avec un autre navire allié, tuant 2000 personnes à Halifax. D'autre part, contrairement aux pays du Maghreb, à l'Espagne et à la Grèce, aucune dictature n'est venue interrompre le plein développement de l'état de droit libéral et démocratique². Sans expérience de guerre ni tradition de résistance, l'histoire du Québec paraît bien comme un long fleuve tranquille. Néanmoins, s'il renvoie l'image d'un lac éternellement calme, c'est moins en raison de l'absence d'agitation politique que par la construction de son oubli.

Cet oubli frappe jusqu'à un des épisodes les plus marquants de l'histoire du Québec. Octobre 1970: la Loi des mesures de guerre est décrétée en réaction aux enlèvements d'un diplomate britannique

2. Le régime fascisant de Duplessis n'a jamais cessé de jouer le jeu électoral.

et d'un ministre qui finira par mourir dans d'étranges circonstances. Ces kidnappings sont le fait du Front de Libération du Québec (FLQ) qui, depuis 1963, fait sauter des centaines de bombes, autant dans des casernes et des édifices gouvernementaux que dans des boîtes aux lettres de riches quartiers anglophones. Son œuvre phare, *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières, s'inspire d'un nationalisme marxiste à la Franz Fanon, portraying la petite bourgeoisie francophone comme des « rois nègres ». De fait, à cette époque l'écart entre le salaire des canadiens-français et des canadiens-anglais était comparable à celui entre les afro-américains et les blancs. Malgré l'appui d'une partie de la population, l'instauration des mesures de guerre par l'État canadien réussit à terroriser le mouvement souverainiste. En octobre, Trudeau envoie l'armée dans les rues de Montréal et fait emprisonner des centaines de militants de gauche sans mandat. Devant l'ampleur de l'opération militaire la flamme nationale vacille et reconsidère le prix à payer pour une révolution. Le petit esprit calculateur, le pragmatisme du pauvre qui finit toujours par perdre, met un veto final au souverainisme révolutionnaire. Après une très brève occurrence de l'histoire réelle, le catholicisme relooké et l'humanisme mièvre reprennent les devants de la lutte nationale. Ironie de l'histoire, c'est dans le même Cuba qui accueillit à l'époque des felquistes en fuite que partent maintenant en vacances des milliers de québécois chaque année.

De ces années tumultueuses il reste bien peu de choses. Mais si l'absence de transmission des luttes passées au Québec est un drame en soi, elle n'implique nullement l'impossibilité qu'une situation puisse naître malgré le refoulement de l'histoire des vaincus. Puisque derrière le tabou qui fait apparemment consensus, ces luttes ont bel et bien imprimées une trace, ne serait-ce que la trace de leur occultation. Nous pourrions même émettre l'hypothèse que le secret qui les entoure ne pourrait qu'accentuer leur force d'apparition et d'attraction, en désignant l'histoire du Québec elle-même comme un violent champ de bataille. Le cas échéant, l'effroyable quantité de dispositifs jonchant le quotidien québécois ne pourrait s'expliquer

que par l'ampleur de la brèche révolutionnaire qu'ils s'empressent de recouvrir.

En effet, le Québec est un grand exportateur de dispositifs d'aplanissement, de contrôle, de gestion et d'anéantissement de l'angoisse existentielle. Ses tactiques d'évitement du conflit sont à la fine pointe de la subtilité, réussissant à faire passer le contrôle pour de la bienveillance: la police de proximité, la banlieue pavillonnaire, le quadrillage spatial, l'incapacité de concevoir autre chose et l'accommodement à ce qui existe déjà. Mais surtout cette laideur des choses, laideur des bâtiments sans âme, se lovant dans chaque petit terrain vague, et qui se propagent à une échelle planétaire. Le choc que ressentent les peuples à l'arrivée de cette pauvreté esthétique de l'abondance capitaliste, les Québécois l'ont subi il y a plus de soixante ans, lorsqu'ils ont reçu en grande primeur la banlieue américaine bon marché.

C'est donc à partir d'un territoire désertifié, d'une société pacifiée et d'une histoire oubliée qu'il faut concevoir la possibilité de la révolte dans cet avant-poste du post-monde. Or, ce processus n'est en rien le propre du Québec; il est l'horizon que dessine partout le capitalisme avancé. En cela, l'effacement des déterminations propres au Québec vient à acquérir un caractère exemplaire. En allant plus loin, le propre du Québec se retrouve dans son impropriété même, sa contingence et son manque d'ancrage. D'où la rapidité de l'effusion des nouvelles technologies, qui trouvent dans son espace lisse et interchangeable le terrain parfait pour s'implanter. Toutefois, cette condition n'est pas exclusive au Québec, elle appartient même à l'essence de la subjectivité américaine. Mais là où les États-Unis assument leur banalité, leur médiocrité et leur indifférence, le Québec ne peut se résigner à en faire autant. Et c'est peut-être là que se trouve la singularité propre au Québec: le fait que *son absence de détermination est vécue comme une souffrance*. Comme le disait Baudrillard, Montréal c'est l'Amérique ratée³, et peut-être est-ce précisément ce ratage qui en fait un angle mort à l'homogénéité nord-américaine. Autrement, comment expliquer que ce sont les

3. Jean Baudrillard. 1986. *L'Amérique*.

mêmes jeunes banlieusards quelconques qui se sont métamorphosés en grévistes acharnés ? Comment, sinon par l'hypothèse d'une mise en partage élargie d'une commune absence de déterminations, qui fait d'une impropriété négative une puissance active ?

La subjectivité québécoise, ciselée entre des cultures contradictoires, n'est jamais tout à fait à sa place. Prise dans une histoire de l'échec perpétuel, elle peut tout autant verser dans un ressentiment passif-agressif que dans une esthétique du ratage qui demeure le meilleur vaccin contre l'impérialisme. Cette césure identitaire, entre l'Amérique et l'Europe, entre l'anglais et le français, entre le colonisateur et le colonisé, contient de toute évidence la brèche par laquelle surviennent au Québec des tendances politiques inédites. Mais il faut également comprendre cette brèche comme le *no man's land* d'une bataille rangée entre la célébration du désert et sa subversion révolutionnaire. À vrai dire, ce n'est qu'au printemps que cette fracture révélera son ampleur: dès lors il sera possible d'envisager une révision de l'histoire entière du Québec comme la conjuration de cette abîme.

Il ne faut pas oublier que Lyotard a écrit *La Condition postmoderne* en réponse à une commande du gouvernement du Québec. C'est là qu'il a décelé les premiers symptômes du désenchantement qui allait bientôt entraîner l'occident en entier. Et peut-être est-ce également le Québec qui pourra renverser cette ère de «fin des grands récits», par le retour, sous une forme entièrement renouvelée, du *mythe de la grève générale*. En ce sens, le Québec peut-être considéré comme un microcosme de ce qui arrive partout, et le mouvement de grève de 2012 comme un mouvement du futur: une image de ce qui peut advenir alors qu'on croyait tout déjà perdu.